

LE PACTE DE DIJON

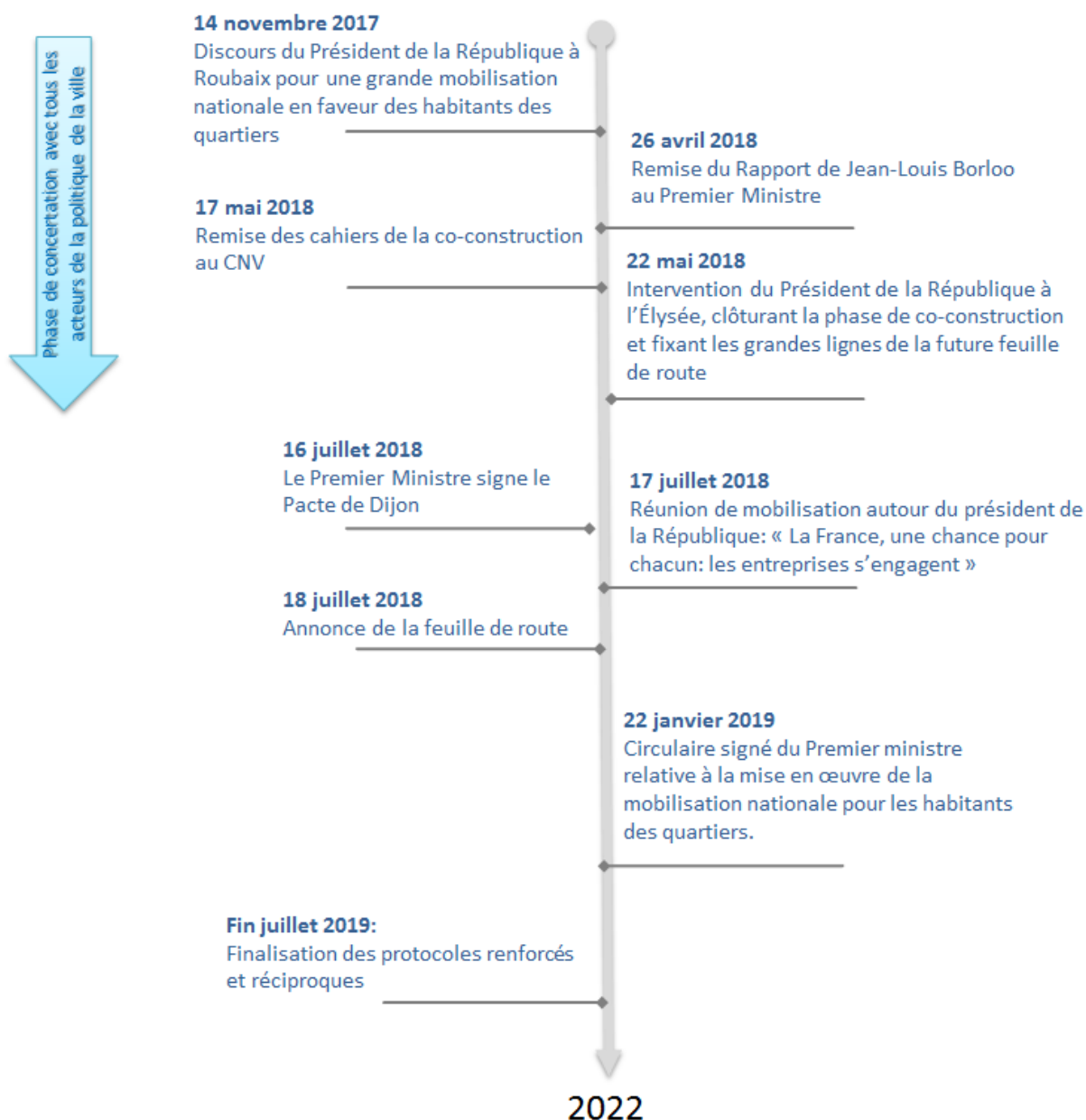
ET

LA RÉNOVATION DES CONTRATS DE VILLE

DES RÉPONSES A VOS QUESTIONS

Version du 06-03-2019

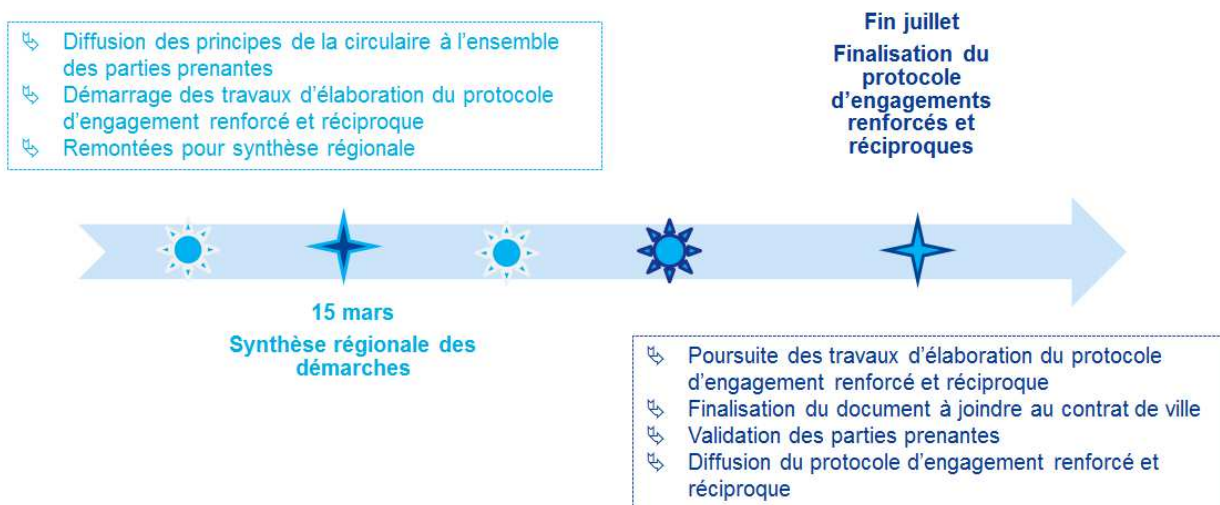
RAPPEL DES DATES IMPORTANTES



1. Quel calendrier ?

La *Circulaire du Premier ministre du 22 janvier 2019 relative à la mise en œuvre de la mobilisation nationale pour les habitants des quartiers (n° 6057-SG)*¹ adressée aux Préfets de région et de département précise le calendrier suivant :

- **15 mars** - Synthèse régionale à transmettre à : civ@cget.gouv.fr
 - Il s'agit d'une note de méthode sur la manière dont est prévu / pressenti la mise en œuvre de la circulaire (en interne de l'État / en lien avec les collectivités / en partenariat avec les autres parties prenantes) précisant les contacts engagés, les calendriers envisagés et, surtout, faisant état des difficultés rencontrées ou pressenties.
 - Cette synthèse est élaborée à l'échelle régionale, sur la base des éléments transmis par chaque département. Il ne s'agit en aucun cas de documents préfigurant les protocoles d'engagements renforcés et réciproques. Sa transmission au CGET vise à identifier les freins récurrents et à permettre de procéder le cas échéant aux mesures correctives nécessaires.
- **Fin juillet** - Finalisation d'un protocole d'engagements renforcés et réciproques incluant :
 - La formalisation des engagements de l'État et des collectivités ainsi que de l'ensemble des signataires du contrat de ville au regard de leurs compétences respectives (en matière d'éducation et de formation, de santé et d'action sociale, de mobilité, de développement économique et d'emploi, de sécurité, d'habitat et de renouvellement urbain,...). Cette formalisation ne signifie pas que le document ait été validé par les exécutifs mais suppose qu'une proposition ait été formalisée ; Les engagements sont à assortir d'indicateurs de suivi permettant d'en assurer le pilotage.
 - La description des modalités de gouvernance pour en assurer la mise en œuvre effective;
 - La description de la manière dont ont été impliqués les conseils citoyens dans la démarche.



¹ Pour accéder à la circulaire : http://circulaires.legifrance.gouv.fr/pdf/2019/01/cir_44291.pdf

2. Quels sont les grands principes qui sous-tendent la rénovation des contrats de ville ?

Dans la logique du Pacte de Dijon, la rénovation des contrats de villes concrétisée au travers des protocoles d'engagements renforcés et réciproques s'appuiera sur les trois principes suivants :

- Une *approche globale de l'action publique* reposant sur des objectifs de mixité sociale et intégrant la déclinaison des différents plans nationaux (stratégie pauvreté, plan national de santé, prise en compte de l'égalité entre les femmes et les hommes en particulier) ;
- Une *différenciation en fonction des territoires* tenant compte des dynamiques locales, du système d'acteurs en présence (notamment associatifs), de la capacité de l'intercommunalité à porter la politique de la ville, des problématiques de cohésion urbaine spécifiques au type d'urbanisation et enfin de l'évolution des intercommunalités.
- La *responsabilisation* en vue de la réelle traduction des engagements de l'État et du mouvement intercommunal et l'association de l'ensemble des collectivités et des services publics dans la dynamique de mobilisation.

3. L'actualisation des contrats de ville attendue en juillet 2019 correspond-elle à l'élaboration de nouveaux contrats ?

Les contrats de ville élaborés en 2015 sont prorogés jusqu'en 2022. Il ne s'agit donc pas, en 2019, d'élaborer de nouveaux contrats mais de leur donner une nouvelle impulsion au regard des évolutions survenues depuis leur signature (nouvelles orientations nationales mais aussi évolution locale).

Cette nouvelle impulsion, autour de la mobilisation du droit commun, s'est concrétisée en juillet 2018, au niveau national, par la signature du Pacte de Dijon, réaffirmant le partenariat indispensable entre l'Etat et les collectivités, et par l'annonce de 40 mesures engageant l'ensemble des ministères. Ces engagements conjoints doivent à présent trouver une traduction très opérationnelle dans chacun des territoires à travers l'actualisation des contrats de ville.

Cette rénovation prend la forme d'un protocole d'engagements renforcés et réciproques entre l'État et les collectivités. L'actualisation des contrats de ville procède d'une logique de pilotage et peut être appréhendée comme un levier de mobilisation ou de remobilisation de l'ensemble des différents partenaires : en premier lieu, l'État dans toutes ses composantes (notamment les rectorats, les ARS, les parquets) et les communautés et les métropoles et ensuite, les autres signataires que sont les bailleurs, les directions régionale de la CDC, les Conseils régionaux, les Départements, les CAF, les chambres consulaires,.... Ainsi, il ne s'agit pas d'écarter les engagements et moyens déjà mobilisés dans le cadre de la stratégie déployée depuis 2015. Cette stratégie, dont l'efficacité et l'adéquation avec les enjeux propres à chaque quartier prioritaires sont mesurés dans le cadre de l'évaluation à mi-parcours, doit pouvoir être renforcée via l'intégration de nouveaux engagements conjoints.

Le Pacte de Dijon constitue, pour les collectivités signataires et pour celles qui souhaitent y adhérer, une base d'échanges afin de déterminer quels types d'actions permettent de répondre aux problématiques spécifiques de chaque quartier.

Dans les territoires fortement impactés par les dernières réformes territoriales, le périmètre du contrat de ville doit pouvoir bénéficier des adaptations utiles afin de correspondre aux nouveaux territoires de projet.

Enfin, la temporalité de l'évaluation à mi-parcours devrait idéalement pouvoir s'articuler avec celle de la rénovation du contrat de ville. Bien que chacune de ces démarches poursuive sa propre logique, la rénovation des contrats de villes aura tout à gagner à intégrer les éléments issus de l'évaluation finie ou

en cours. Ainsi, si celle-ci a été menée à terme et au regard des enseignements qui auront pu en être tirés, plusieurs scénarii sont envisageables :

Scénario 1 :

- ⇒ les priorités définies dans les contrats de ville sont inchangées ;
- ⇒ le périmètre et la gouvernance sont stables.
 - ↳ La révision du contrat de ville se traduit par l'intégration d'engagements renforcés des partenaires, formalisés par l'élaboration du protocole d'engagements renforcés et réciproques. Ces engagements sont assortis d'un dispositif de suivi pouvant s'inspirer, s'agissant des engagements de l'Etat, de l'annexe 3 de la circulaire du Premier ministre du 22 janvier.

Scénario 2 :

- ⇒ les priorités, le périmètre et/ou la gouvernance définis dans les contrats de ville ont évolué.
 - ↳ Ces évolutions sont intégrées dans le contrat de ville et/ou dans ses conventions d'application ;
 - ↳ Sur cette base renouvelée, l'intégration des engagements renforcés des partenaires est formalisée par l'élaboration du protocole d'engagements renforcés et réciproques. Ces engagements sont assortis d'un dispositif de suivi pouvant s'inspirer, s'agissant des engagements de l'Etat, de l'annexe 3 de la circulaire du Premier ministre du 22 janvier.

4. Toutes les mesures de la feuille de route pour les quartiers doivent-elles être déclinées ?

Les engagements issus de la mobilisation nationale ne constituent pas un plan mais doivent être considérées comme des leviers, pour renforcer les politiques publiques de chaque partenaire. Leur déclinaison doit donc permettre de répondre aux enjeux identifiés dans chacun des quartiers. A ce titre, tous les engagements n'ont pas vocation à être systématiquement déclinés. A contrario, leur déclinaison n'est pas exclusive de la mobilisation, localement, d'autres moyens d'action publique.

Parmi les 40 mesures gouvernementales, certaines sont assorties de cibles nationales qu'il convient de décliner localement au regard des enjeux propres à chaque territoire. La définition de ces cibles territorialisées sera engagée conjointement avec les services de l'Etat concernés. Vous pourrez vous appuyer sur les données INSEE mises en ligne sur : <https://sig.ville.gouv.fr/>

5. Comment identifier les mesures devant faire l'objet d'une déclinaison au niveau local ?

Vous avez conduit ou vous êtes en train de mener une évaluation à mi-parcours qui vous a permis de dresser un bilan d'étape de la mise en œuvre de chaque contrat de ville. Réalisés dans un cadre partenarial, ces travaux permettent de confirmer ou faire évoluer les enjeux et priorités spécifiques à chaque quartier. C'est au regard de ces priorités que les moyens d'action publique devront être mobilisés. Les enseignements tirés de l'évaluation doivent aussi permettre d'identifier les mesures gouvernementales devant faire l'objet d'une déclinaison locale ainsi que les compétences des collectivités devant être particulièrement mobilisées.

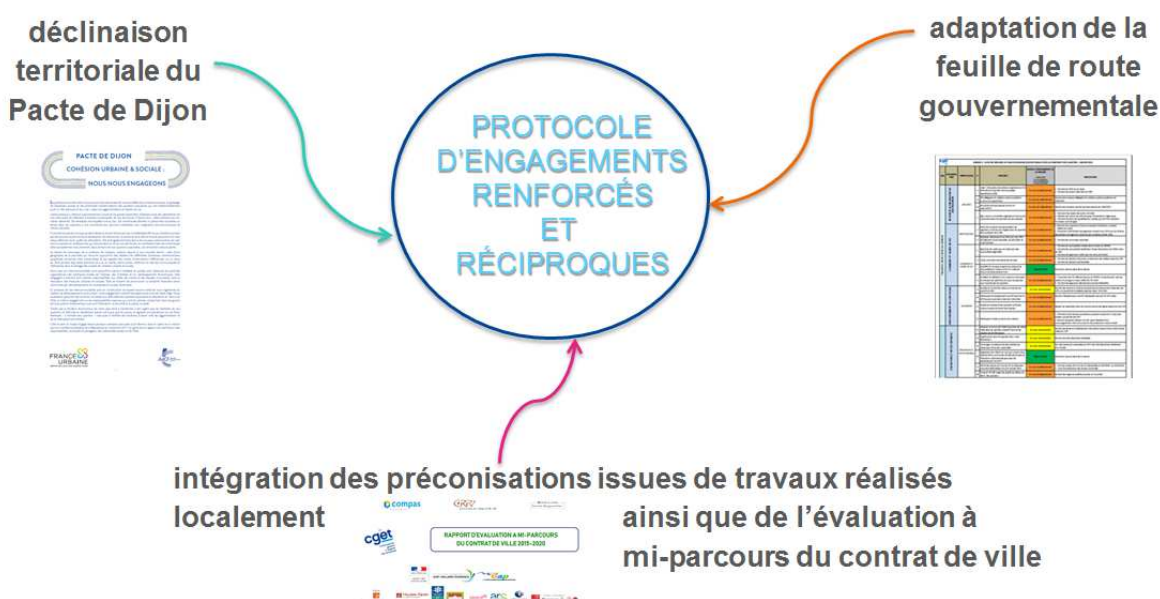
6. De quoi part-on pour construire la rénovation des contrats de ville et à l'élaboration du protocole d'engagements renforcés et réciproques ?

Certains travaux réalisés localement (études, rapports, travaux des conseils citoyens) ainsi que les préconisations issues de l'évaluation à mi-parcours peuvent permettre d'alimenter la définition des

priorités et enjeux attachés à chaque territoire. C'est sur cette base que vous définirez les engagements devant être prioritairement déclinés.

Par ailleurs, le protocole d'engagements renforcés et réciproques est une opportunité pour asseoir ou redonner du souffle au dialogue entre l'État et les collectivités en direction des quartiers populaires. Ainsi, si l'évaluation du contrat de ville a permis d'analyser les modes de gouvernance et de mesurer leur capacité à porter les politiques de droit commun, il s'agira d'en tirer toutes les conséquences et de définir les modalités de pilotage et de préciser l'instance qui en est chargée. La définition des modes pilotage stratégique conditionne la mise en œuvre effective des engagements.

Enfin, depuis la signature des contrats de ville en 2015, d'importantes évolutions institutionnelles sont intervenues suite aux dernières réformes territoriales (Maptam, NOTRe, ALUR, Elan, égalité & citoyenneté) qui ont eu pour conséquences des transferts de compétences, l'évolution des périmètres intercommunaux et la création de communes nouvelles... Il importe de traduire ces évolutions sans pour autant impacter la géographie prioritaire qui est prorogée au même titre que les contrats de ville (et des mesures fiscales associées).



7. Cette rénovation doit-elle être conduite lorsque l'intercommunalité n'est pas signataire du Pacte de Dijon ?

La déclinaison des mesures gouvernementales doit être perçue comme une opportunité de renforcer la stratégie de l'État dans chaque quartier prioritaire pour tous les contrats de ville. Cette stratégie doit néanmoins être coordonnée avec celle de l'ensemble des partenaires et notamment des collectivités. Le Pacte de Dijon, dans les territoires signataires, constituera un support d'échanges permettant d'engager plus facilement les travaux de définition des moyens des collectivités devant être mobilisés. L'ADCF et France Urbaine, à l'origine du Pacte de Dijon, en assurent actuellement la promotion au sein de leur réseau afin d'en accroître la couverture. En toute hypothèse, il vous revient, dans l'ensemble des territoires d'engager cette démarche de mobilisation de l'ensemble des partenaires, qu'elle soit ou non soutenue à ce stade par un engagement national.

8. Qui doit réaliser le protocole d'engagements renforcés et réciproques ?

Le protocole d'engagements renforcés et réciproques est la formalisation très opérationnelle des engagements des partenaires, au service de la stratégie portée par le contrat de ville. Son élaboration doit donc s'inscrire dans un cadre partenarial à l'instar de l'évaluation à mi-parcours qui l'a précédée et sur laquelle elle s'appuie dans un esprit de co-construction. Cette élaboration renvoie donc au pilotage du contrat de ville. Elle pourra donner lieu à des temps de travail préparatoires entre services de l'État

d'une part, et au sein des collectivités d'autre part, puis en commun (à minima entre État et Collectivités) avant validation par l'ensemble des signataires. Comme tout volet de mise en œuvre du contrat de ville, l'élaboration du protocole associera les conseils citoyens.

9. Quelle forme doit prendre le protocole d'engagements renforcés et réciproques. Le CGET envisage-t-il d'en mettre à disposition une maquette ?

Le protocole d'engagements renforcés et réciproques se définit par son objet, et non par sa forme. Il vous est donc envisageable de choisir le mode de formalisation le plus adapté, au regard notamment de la structure initiale de votre contrat. Lorsque le contrat signé en 2015 comprenait un volet « engagements des partenaires », le protocole peut constituer une actualisation de ce volet. De la même façon, les engagements peuvent être structurés par partenaires, par piliers ou par axes stratégiques. L'essentiel est que le mode de formalisation retenu vous permette d'assurer le plus efficacement le pilotage des engagements.

10. Le renseignement du tableau de bord transmis en annexe de la circulaire du 22 janvier 2019 peut-il valoir protocole d'engagements renforcés et réciproques ?

Le tableau de bord joint en annexe de la circulaire constitue l'outil de suivi national des 40 mesures de la feuille de route et à ce titre concerne le déploiement des politiques sectorielles de l'État au niveau local. Vous pouvez vous en inspirer pour formaliser et piloter, à l'échelle de chaque contrat de ville, la déclinaison territoriale des mesures gouvernementales. Il est toutefois essentiel que le contrat de ville porte une stratégie globale articulant les moyens d'action de l'ensemble des partenaires. A ce titre, le protocole ne doit pas se limiter à la déclinaison des mesures gouvernementales, ni même consister en une juxtaposition d'engagements définis par chaque partenaire, mais bien résulter d'un travail conjoint et d'un accord sur une stratégie collective.

A l'issue de ce travail partenarial, l'ensemble des engagements formalisés seront assortis d'indicateurs de suivi vous permettant d'en assurer le pilotage. Le protocole précisera également les modalités de gouvernance retenues, afin d'assurer une mise en œuvre effective. Ce document vaudra annexe d'engagements de services publics.

11. Le protocole d'engagements renforcés et réciproques doit-il être signé et par qui ? Doit-il être soumis pour validation aux assemblées délibérantes des collectivités ?

Le protocole visant à formaliser les engagements des partenaires, il est logique qu'il soit signé par l'ensemble de ces partenaires, le cas échéant après validation des assemblées délibérantes des collectivités concernées. Si le calendrier fixé pour l'actualisation des contrats de ville paraît incompatible avec ces processus de validation, il conviendra de s'assurer a minima de la formalisation des travaux en juillet.

12. Est-il possible de solliciter un accompagnement dans le cadre de l'élaboration du protocole d'engagements renforcés et réciproques ?

L'élaboration de ce protocole relève du pilotage du contrat de ville. Les centres de ressources politique de la ville pourront toutefois, au titre de leurs missions d'accompagnement méthodologique et de mise en réseau d'acteurs, vous appuyer dans cette démarche (selon des modalités fixées à l'échelle de chaque des territoires).

Liste des centres de ressources : <http://www.reseau-crpv.fr/les-crpv/>